

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Pour la FSU, cette étude est un motif de satisfaction à plusieurs titres. Elle témoigne tout d'abord de l'investissement de notre organisation au sein du CESER et de son apport reconnu à la réflexion de notre assemblée, en particulier sur les questions de formation.

La FSU est surtout très satisfaite de voir mis en lumière les « lycées pro ». Comme le montre l'étude, le poids des lycées dans la formation professionnelle des jeunes, en particulier celles et ceux du « Bac pro », est considérable.

Pourtant les lycées professionnels restent souvent mal connus et leur apport encore plus souvent négligé. Les exemples ne manquent pas du peu d'intérêt de la politique gouvernementale actuelle pour les lycées professionnels : grand oubliés de la « *continuité pédagogique* » de JM Blanquer lors du confinement du printemps 2020, les lycées pro sont aussi totalement absents du plan *#1Jeune_1Solution*.

Quant à la réforme de la voie pro imposée à la rentrée 2019, derrière les termes ronflants de « *talents* » « *d'excellence* » et de « *chef d'œuvre* », elle a surtout consisté à réduire les heures d'enseignements et à dévaloriser les LP au regard d'un *modèle unique*, celui de « l'alternance ». Rien d'étonnant puisque depuis des années la politique nationale en matière de formation professionnelle et d'emploi des jeunes se résume au soutien à l'apprentissage : un soutien réitéré le 6 septembre dernier par le Premier Ministre alors même que le financement de l'apprentissage est de plus en plus mal assuré et que les derniers chiffres de la DARES pointent un chômage des jeunes qui ne baisse pas et un nombre de NEET qui continue à augmenter malgré les milliards versés en incitations financières aux entreprises.

A l'échelon régional aussi les LP restent trop souvent dans un angle mort. La FSU a régulièrement dénoncé la trop faible place des lycées professionnels dans la politique emploi-formation de la Région jusqu'ici, notamment dans la programmation de la *Carte des formations professionnelles*. C'est également vrai du côté des branches professionnelles : comme l'étude le montre, les branches sont loin de toutes bien connaître les LP et de s'investir dans l'accueil des bacheliers pro des lycées. C'est vrai enfin au niveau de la concertation territoriale sur l'emploi-formation où la problématique de la formation initiale scolaire n'est pas intégrée.

La FSU fait ce constat sans acrimonie et même avec un certain optimisme pour l'avenir. Car l'étude montre aussi que des actions volontaristes et inscrites dans la durée peuvent produire de réels effets sur les parcours des jeunes de la « voie pro », à l'exemple du soutien aux poursuites d'études en BTS. Mais surtout, cette étude fait suffisamment de préconisations concrètes et précises pour qu'on puisse espérer à l'avenir de réels engagements de la part de toutes les parties concernées. Les échanges avec différents milieux professionnels au cours des auditions inclinent à le penser, et les différents chantiers qui vont s'ouvrir prochainement pour l'élaboration du futur CPRDFOP pourraient en fournir l'occasion.

Enfin, le plus grand motif de satisfaction peut-être pour la FSU, c'est l'éclairage que cette étude apporte sur *l'orientation* dans toute sa complexité. Loin d'être une compétence individuelle qui s'acquerrait isolément et hors contexte, l'orientation se vit d'abord pour les jeunes comme un équilibre délicat à trouver entre, d'une part leurs aspirations propres et, d'autre part, leurs parcours scolaires avec tous leurs déterminants ; à quoi il faut ajouter tout le poids d'un environnement extérieur qui échappe totalement aux jeunes et où viennent se croiser différentes logiques institutionnelles, la demande économique, l'offre de formation sur le territoire, etc.

Une réalité complexe à mille lieues des simplifications de la *pensée magique* adéquationniste qui voudrait orienter à la manière d'un *bureau de placement* ; bien loin aussi des recettes toutes prêtes, livrables en kit, qui confondent la simple information aux élèves avec le véritable travail d'accompagnement dont ils ont besoin eux et leurs familles.

Si, après tout, s'orienter est peut-être une compétence, il s'agit en tous cas d'une compétence des plus complexes qui ne peut s'acquérir que dans le temps long et au sein d'un processus global d'éducation qui doit donner à chacune et chacun les clefs pour s'épanouir et s'émanciper.

Admettre que dans un tel processus rien n'est jamais joué mais que tout ne peut pas être « formaté » ne doit pas condamner au fatalisme ou à l'inaction : au contraire cela doit inciter l'ensemble des décideurs à mieux identifier comment, sur quoi, et surtout vers qui agir pour améliorer l'accompagnement des jeunes dans leurs parcours.